

# REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR

2024

TIRER PARTI DES VILLES COMME  
MOTEURS DE LA CROISSANCE ET  
VECTEURS DE LA TRANSFORMATION  
STRUCTURELLE

NOTE  
POLITIQUE

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

© Maurice Brand



# REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR

Tirer partie des villes comme moteur  
de la croissance et vecteurs  
de la transformation structurelle

## © 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement

Cet ouvrage est le fruit du travail du personnel de la Banque Mondiale et de contributions externes. Les conclusions, interprétations et opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Banque Mondiale, de son Conseil d'Administration ou des pays qu'ils représentent. La Banque Mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes de cet ouvrage n'impliquent de la part de la Banque Mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire et ne signifient en aucun cas que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

### Droits et autorisations

Le contenu de cet ouvrage est soumis à des droits d'auteur. La Banque Mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, cet ouvrage peut être reproduit, en tout ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que la source soit citée, dans le respect des conditions suivantes :

**Attribution** - Veuillez citer le travail comme suit : Banque Mondiale. 2024. «Revue de l'urbanisation de Madagascar : Tirer profit des villes comme moteurs de croissance et de transformation structurelle.»

**Traductions** - Si vous créez une traduction de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante avec l'attribution : Cette traduction n'a pas été créée par la Banque Mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de la Banque Mondiale. La Banque Mondiale ne peut être tenue responsable du contenu ou des erreurs de cette traduction.

**Adaptations** - Si vous créez une adaptation de ce travail, veuillez ajouter la clause de non-responsabilité suivante à l'attribution : Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale de la Banque Mondiale. Les points de vue et opinions exprimés dans l'adaptation relèvent de la seule responsabilité de l'auteur ou des auteurs de l'adaptation et ne sont pas approuvés par la Banque Mondiale.

**Contenu appartenant à des tiers** - La Banque Mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque élément du contenu de l'ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'un élément ou d'une partie de l'œuvre appartenant à un tiers n'enfreigne pas les droits de ce tiers. Le risque de réclamations résultant d'une telle violation vous incombe exclusivement. Si vous souhaitez réutiliser un élément de l'œuvre, il vous incombe de déterminer si une autorisation est nécessaire pour cette réutilisation et d'obtenir l'autorisation du détenteur des droits d'auteur. Les exemples de composants peuvent inclure, sans s'y limiter, des tableaux, des figures ou des images.

Toute question concernant les droits et les licences, y compris les droits subsidiaires, doit être adressée à World Bank Publications, **The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; e-mail : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org)**

**Crédits photographiques** - Les images utilisées dans ce rapport proviennent de la Banque Mondiale et/ou proviennent de sources différentes, mentionnées au cas par cas sur le crédit de chaque photo.

**Design.** Mpanao Hatsarana, MpH™

La revue de l'urbanisation de Madagascar menée par la Banque Mondiale vise à fournir aux décideurs politiques du Gouvernement de Madagascar (GoM) des conseils sur la façon d'exploiter l'urbanisation en cours dans le pays pour atteindre la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois productifs.

**Cette note est organisée en deux parties :**

**1** **Principaux résultats** de la revue de l'urbanisation de Madagascar

**2** **Une proposition de feuille de route** : les principaux domaines de réforme et actions prioritaires

# PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA REVUE DE L'URBANISATION DE MADAGASCAR

## L'URBANISATION CONTRIBUE À LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ, MADAGASCAR DEVRAIT SAISIR CETTE OPPORTUNITÉ

**L'urbanisation est un moteur de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la création d'emplois productifs si elle est correctement exploitée.** Les villes peuvent devenir des pôles d'innovation et d'échanges de biens et de services, reliant les entreprises et les personnes et améliorant la productivité, qui est un moteur de la croissance économique. En fait, aucun pays ne s'est développé sans récolter les avantages productifs de l'urbanisation.

**Cependant, l'urbanisation à Madagascar ne contribue pas efficacement à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.**

Malgré un taux d'urbanisation plus rapide que celui des autres pays d'Afrique subsaharienne, Madagascar a un Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant inférieur à celui des pays de comparaison, dont le PIB par habitant augmente progressivement avec le taux d'urbanisation. La valeur ajoutée dans le secteur des services - qui est l'une des principales activités économiques dans les villes - stagne depuis 1990 en tant que part du PIB. La pauvreté augmente également dans le pays : 81 % des personnes vivront dans l'extrême pauvreté en 2020, contre 78 % en 2010.

**Plus de la moitié de la population du pays vivra dans des zones urbaines d'ici 2036.** L'exode rural est principalement dû à des facteurs d'incitation qui poussent les gens à quitter les zones rurales, mais également à l'attrait des villes comme centres de prospérité. Ces facteurs d'incitation comprennent le déclin de la production agricole et l'augmentation des catastrophes et des chocs d'origine climatique qui touchent les zones rurales.

**La plupart des emplois dans les villes malgaches sont informels, basés sur des services non échangeables à faible productivité.** Même si 75 % du PIB du pays est généré dans les villes - dont 44 % dans la capitale Antananarivo (Tana) - environ 60 % des emplois dans les villes sont informels et seulement 14 % des personnes sont employées dans des secteurs échangeables. Bien que ces tendances soient communes à de nombreux pays en développement, la voie à suivre consiste à investir dans des politiques et des interventions qui, premièrement, créent des emplois dans les villes pour les travailleurs peu qualifiés à moyen terme, et deuxièmement, à long terme, créent les conditions d'une transition vers des emplois plus productifs et de meilleure qualité.

## DIVERS FACTEURS INTERDÉPENDANTS ENTRAVENT L'URBANISATION PRODUCTIVE À MADAGASCAR

**L'urbanisation rapide se produit sans planification, financement et coordination suffisants pour répondre à la demande croissante d'emplois de qualité, de logements, d'infrastructures et de services de base dans les villes malgaches.**

L'urbanisation n'a pas été coordonnée et n'a pas bénéficié d'un financement suffisant, ce qui a entraîné de graves problèmes de prestation de services et des niveaux élevés d'informalité, tant au niveau de l'emploi que du logement. Alors que la population urbaine a augmenté, les infrastructures et la prestation de services n'ont pas répondu aux besoins croissants.

**Toutes les villes malgaches - mais surtout les villes secondaires, moyennes et petites - sont confrontées à des déficits substantiels en matière d'infrastructures municipales nécessaires pour**

**améliorer la productivité économique et la qualité de vie.** Les CU et les organismes de prestation de services ne sont pas en mesure de répondre à la demande de services tels que l'eau et l'assainissement, le transport, la gestion des déchets solides municipaux, le drainage et la protection contre les inondations, et l'électricité. Par exemple, moins de 20 % des habitants des villes moyennes et petites ont accès à un approvisionnement direct en eau potable.

**Les services de transport public sont peu fiables et coûteux, surtout pour les pauvres.** 50 % des habitants de Tana et la plupart des plus pauvres se rendent à pied sur leur lieu de travail. Le réseau routier limité et la mauvaise coordination de la réglementation entraînent une forte congestion du trafic, ce qui réduit la productivité économique et la qualité de vie.

La gestion des déchets solides municipaux est rudimentaire, ce qui entraîne une dégradation de l'environnement et des risques pour la santé publique. La plupart des déchets municipaux sont éliminés illégalement dans les canaux, ce qui contribue aux inondations. Des systèmes d'infrastructures urbaines coordonnés sont nécessaires dans les grandes villes, soutenus par des cadres réglementaires solides.

**Les Communes Urbaines (CU) disposent de ressources fiscales limitées, ainsi que de mandats et de capacités faibles pour exercer les fonctions municipales et développer leurs villes.** Alors que les CU sont mandatées par la loi pour fournir des services de base, la délégation des responsabilités pour les différents services est peu claire. De nombreuses agences du gouvernement central et des agences paraétatiques sont impliquées dans la prestation de services urbains. Les efforts récents de décentralisation n'ont pas été accompagnés de capacités administratives et techniques au niveau local. Les CU ne disposent pas de ressources fiscales suffisantes pour jouer un rôle actif dans le développement urbain. Les transferts fiscaux du budget de l'État représentent moins d'un dixième des recettes des CU, malgré des augmentations récentes. Cette situation est contraire aux expériences mondiales, où les subventions et les transferts représentent généralement 50 % des recettes des gouvernements infra-nationaux. La perception de l'impôt foncier est limitée et inférieure au potentiel, et les frais d'utilisation des services municipaux sont bien inférieurs au niveau requis pour le recouvrement des coûts - avec pour résultat que les CU consacrent moins de 10 % de leur budget aux investissements en capital.

**Le potentiel productif des villes malgaches est miné par une expansion urbaine non planifiée et par l'informalité des marchés fonciers et immobiliers.**

Plus de 60 % des citoyens du pays vivent dans des quartiers informels où les services de base font défaut. Les réglementations strictes en matière d'utilisation des sols entraînent une pénurie de terrains et de logements bien situés, formels et abordables, ce qui conduit à des implantations informelles et à une expansion urbaine non planifiée, en particulier dans les zones exposées aux catastrophes. De nombreuses implantations ne sont pas conformes aux plans d'urbanisme existants et la majorité des ménages urbains vivent dans une maison construite avec des matériaux fragiles. Ce type d'expansion urbaine informelle rend encore plus difficile et coûteux l'accès aux infrastructures et services municipaux et leur sécurisation face aux catastrophes naturelles et aux risques. Les coûts de mise à niveau et de modernisation - en particulier dans les zones vulnérables aux risques - sont environ quatre à cinq fois plus élevés que la fourniture d'infrastructures avant le développement.

**La faiblesse des politiques d'administration foncière est à l'origine d'un développement informel et non planifié.** L'administration foncière urbaine se caractérise généralement par un système d'information foncière obsolète et détérioré qui ne reflète pas l'occupation réelle. Les procédures officielles d'enregistrement des propriétés et des transactions sont coûteuses et prennent du temps, et les capacités du gouvernement sont insuffisantes pour gérer la demande croissante d'enregistrement. En conséquence, la plupart des transactions sont effectuées de manière informelle, ce qui entraîne un manque de sécurité foncière pour les résidents. La gouvernance foncière urbaine n'était pas couverte par la réforme foncière innovante de 2005. À l'heure actuelle, il est difficile d'établir un lien entre la fiscalité foncière et les informations sur les terres et les propriétés, ce qui mine la base de ressources des administrations locales.

**Un système d'administration foncière solide est essentiel pour la croissance économique et la viabilité budgétaire.** Des informations foncières fiables et la sécurité d'occupation encouragent l'investissement privé dans l'ensemble de l'économie, mais surtout dans les entreprises formelles et productives des villes. Cela permet également d'augmenter les revenus des taxes foncières et immobilières pour les gouvernements locaux. La disponibilité limitée de terrains sécurisés, l'insuffisance des infrastructures et les déficiences de la prestation de services réduisent la compétitivité et la productivité des villes. Il en résulte un environnement commercial défavorable, qui rend les villes malgaches peu attrayantes pour les investissements. Les entreprises et les sociétés hésitent à investir en l'absence d'un terrain sécurisé, bien situé, formel et ayant accès aux services municipaux.

**La situation est aggravée par la fréquence croissante des catastrophes naturelles et les impacts du changement climatique.** Les villes malgaches sont confrontées à de multiples aléas (par exemple, les inondations, les cyclones, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière) qui entraînent des pertes économiques et physiques substantielles et qui peuvent avoir pour conséquence l'annulation des acquis du développement. Le nombre d'événements liés à des catastrophes qui ont touché le pays a triplé au cours des 20 dernières années par rapport aux 20 années précédentes. Près de 70 % des villes moyennes de Madagascar sont situées le long du littoral, ce qui les rend vulnérables aux risques liés au changement climatique. Dans un scénario de maintien du statu quo qui ne favorise pas un développement résilient au climat, les pertes économiques et la vulnérabilité des pauvres en milieu urbain augmenteront de façon exponentielle avec les catastrophes récurrentes, de plus en plus induites par le changement climatique.

Madagascar a récemment adopté une réglementation visant à inclure les risques liés au changement climatique dans les instruments de planification urbaine. Cependant, seules quelques villes ont intégré de telles mesures dans leurs plans. La construction dans les zones inondables se poursuit sans contrôle, ce qui accroît la vulnérabilité des villes.

**Compte tenu de ces défis, il est urgent d'agir maintenant pour transformer les villes malgaches en vue de la croissance économique, de la productivité et de la résilience future.** Madagascar ne peut pas se permettre le coût de l'inaction dans la transformation de ses villes, compte tenu du statu quo, des projections de croissance et des impacts attendus du changement climatique. Sans action urgente, les villes continueront à se développer de manière informelle avec des résultats économiques, environnementaux et sociaux négatifs.

La section suivante propose une feuille de route, une approche stratégique et des interventions prioritaires pour transformer les villes malgaches afin qu'elles puissent jouer un rôle plus important dans la croissance et la réduction de la pauvreté. Il est possible d'intervenir dès maintenant pour profiter des avantages productifs de l'urbanisation en améliorant la planification, le financement, la gestion et la coordination des villes et des régions.





# UNE PROPOSITION DE FEUILLE DE ROUTE

DOMAINES DE RÉFORME CLÉS  
ET ACTIONS PRIORITAIRES

## 2.1 | UNE FEUILLE DE ROUTE À LONG TERME POUR EXPLOITER LE POTENTIEL D'URBANISATION À MADAGASCAR



### **Renforcer la politique nationale de développement urbain**

Stratégie intégrée avec des objectifs et interventions nationaux pour les régions et les villes



### **Mettre en œuvre un cadre politique coordonné au niveau national**

Réformes politiques dans tous les secteurs pour la durabilité fiscale, environnementale et sociale des villes



### **Améliorer les performances et les capacités institutionnelles des villes**

Mettre en place la base institutionnelle pour une gestion plus forte des villes



### **Accroître les investissements et le financement des infrastructures et services urbains résilients.**

Investir dans les besoins prioritaires et améliorer la base fiscale pour soutenir les investissements

# pillier 1



## RENFORCER LA POLITIQUE ET LA STRATEGIE NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT URBAIN

**Madagascar a besoin d'un axe stratégique national sur la transformation de ses villes, qui fixe les « règles du jeu » pour toutes les parties prenantes. La politique nationale de développement urbain (PNDU) élaborée en 2019 est la principale politique définissant les priorités de développement pour les villes, mais sa mise en œuvre a été un défi. La PNDU doit fournir aux villes et aux CU un mandat clair, des outils de mise en œuvre, des ressources fiscales et la capacité de gérer le processus d'urbanisation. Les étapes recommandées sont les suivantes :**

### Établir une hiérarchie des villes et définir les rôles fonctionnels des parties prenantes

- Clarifier les rôles et les responsabilités des gouvernements nationaux, régionaux et communaux dans la planification, la fourniture et l'exploitation des infrastructures, des services et des interventions de développement économique.
- Développer des mécanismes de coordination entre les différents niveaux de gouvernement, ainsi qu'entre les communes d'une même région.

### Promouvoir le développement d'un « système de villes » productif dans tout le pays

Chaque ville - grande, moyenne ou petite - a un rôle à jouer dans l'amélioration de la productivité économique et de la qualité de vie, en fonction de son avantage comparatif. Soutenir la croissance d'autres villes que Tana permettra de créer des emplois dans tout le pays, de manière équilibrée dans l'espace. La politique urbaine doit soutenir des interventions prioritaires pour chaque type de ville,

### RÉGIONS

Une meilleure coordination et connectivité entre les villes peut encourager le développement régional.

### GRANDES VILLES

Peuvent servir de passerelles vers l'économie mondiale et devenir des moteurs de la création d'emplois.

### VILLES MOYENNES

Peuvent se spécialiser en fonction de leurs richesses naturelles (par exemple, le tourisme) ou concentrer leurs activités économiques (par exemple, l'agroalimentaire) et servir de plateformes logistiques reliant les marchés locaux.

### PETITES VILLES

Peuvent servir de liens avec les zones rurales en leur donnant accès aux marchés et aux services.

## pillier 2

## METTRE EN ŒUVRE UN CADRE POLITIQUE COORDONNE AU NIVEAU NATIONAL

**Un ensemble de réformes politiques coordonnées au niveau national est nécessaire dans divers secteurs pour soutenir et mettre en œuvre efficacement la vision de la politique de développement urbain intégré, libérer le potentiel économique des villes et assurer leur durabilité fiscale, environnementale et sociale. Les secteurs dans lesquels des réformes sont nécessaires pour faire face aux contraintes de l'urbanisation productive sont les suivants :**

- ▶ Administration des terrains urbains
- ▶ Logement abordable
- ▶ Infrastructures et services urbains : transports publics, eau et assainissement, gestion municipale des déchets solides, drainage et protection
- ▶ Résilience des villes face aux risques climatiques et aux catastrophes
- ▶ Décentralisation et finances municipales



pillier **3**



## ACCROÎTRE LES INVESTISSEMENTS ET LES FINANCEMENTS EN FAVEUR D'INFRASTRUCTURES ET DE SERVICES URBAINS RÉSILIENTS

**Il est urgent d'investir dans des infrastructures et des services résilients prioritaires dans les villes, et d'améliorer la base fiscale des villes pour soutenir ces investissements à l'avenir. Cela peut se faire par le biais des interventions suivantes :**



### **Investissements dans des infrastructures urbaines résilientes :**

Le gouvernement doit dégager des fonds - soit directement, soit par le biais de transferts fiscaux vers les collectivités locales - pour financer les investissements prioritaires dans les infrastructures urbaines, conformément à la PNDU ainsi que le Plan National de Décentralisation Émergente (PNDE), afin d'améliorer la productivité économique et la qualité de vie dans les villes, et de les rendre plus résistantes aux risques. Les investissements nécessaires dans la plupart des villes concernent les transports publics, l'eau et l'assainissement, la gestion des déchets solides municipaux, le drainage et la protection contre les inondations, l'électricité et les espaces publics. Des objectifs et des critères de référence sont nécessaires pour assurer la viabilité physique et financière à long terme des investissements en capital.



### **Améliorer la base fiscale des villes pour soutenir les investissements :**

Il est nécessaire d'augmenter la base de ressources des gouvernements subnationaux pour financer leurs besoins en matière de développement urbain. **Les grandes villes** comme Antananarivo et les villes secondaires ont une base économique sous-jacente solide pour soutenir des recettes propres plus élevées. La collecte des ressources propres dans ces villes doit être augmentée. Dans **les villes moyennes et petites**, des mécanismes de transfert fiscal renforcés sont nécessaires pour soutenir le développement urbain.



### **Financement des CU basé sur la performance :**

Un programme national de transferts fiscaux basés sur la performance pour les grandes et moyennes villes peut les inciter à augmenter leur assiette fiscale, à améliorer la gestion urbaine et les performances institutionnelles, ainsi qu'à accroître les investissements dans des infrastructures urbaines résilientes. De nombreux pays en développement d'Afrique subsaharienne mettent en œuvre de tels programmes.



### **Créer un environnement favorable au niveau national et un cadre réglementaire pour le financement du secteur privé et les emprunts municipaux :**

Se concentrer sur l'amélioration de la solvabilité et de la capacité d'absorption des CU pour leur permettre d'accéder au financement du secteur privé sur une base commerciale. Il convient d'aider les CU à élaborer et à structurer des transactions pour des partenariats public-privé ou des contrats directs avec le secteur privé pour la fourniture de services municipaux.

# pilier 4

## AMÉLIORER LES PERFORMANCES ET LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES DES VILLES ET DE SERVICES URBAINS RÉSILIENTS

**Parallèlement aux interventions dans les autres piliers, il est nécessaire d'établir la base institutionnelle pour une gestion plus forte des villes en améliorant la performance institutionnelle, la gouvernance et la capacité des administrations régionales et des CU. Cela impliquera ce qui suit :**

-  Renforcer la capacité institutionnelle et de gestion des villes pour qu'elles puissent remplir leurs fonctions statutaires et stratégiques, et satisfaire aux exigences légales, en fournissant un soutien au renforcement des capacités des CU et des administrations régionales. Le gouvernement pourrait utiliser un programme national de financement des gouvernements locaux basé sur la performance (voir le pilier 3) pour atteindre cet objectif.
-  Développer et améliorer des systèmes de données et de rapports fiables sur le développement urbain, la prestation de services urbains et la performance institutionnelle des villes et des gouvernements locaux, selon des critères de performance convenus et adaptés au contexte local.



## 2.2 | RÉFORMES ET INTERVENTIONS PRIORITAIRES CIBLÉES PAR TYPOLOGIE DE VILLE

Soutenir une politique de développement urbain à travers un système de villes à l'échelle nationale nécessite des actions à différents niveaux géographiques d'intervention au niveau national, au niveau métropolitain pour Tana, et aux niveaux des grandes moyennes et petites villes.



### NIVEAU NATIONAL

**Orienter la politique urbaine vers les objectifs de développement économique du territoire**

- ▶ **PRIORITÉ 1.** Construire une vision et une politique du «système de villes» national malgache conduisant à des plans d'investissement dans différentes villes, en cohérence avec les priorités locales de développement économique
  - Coordonner les investissements dans les infrastructures avec l'aménagement du territoire et les plans sectoriels
  - Soutenir les gouvernements locaux dans l'élaboration et l'adoption de plans d'urbanisme
- ▶ **PRIORITÉ 2.** Aider les villes à devenir résilientes au changement climatique
  - Aider les villes à mettre en œuvre des plans d'urbanisme résilients au climat et tenant compte des risques.
  - Soutenir l'amélioration de la résistance aux catastrophes des logements et des infrastructures.
- ▶ **PRIORITÉ 3.** Mettre en œuvre la réforme foncière urbaine
  - Développer une politique foncière urbaine pour une gestion efficace des terrains urbains et pour la production de terrains en réponse à la croissance de la population.

### MÉTROPOLE D'ANTANANARIVO

**Gérer la région métropolitaine d'Antananarivo de manière plus efficace et plus durable**

- ▶ **PRIORITÉ 1.** Améliorer la gouvernance au sein du Grand Tana en tenant compte de la composition institutionnelle, géographique et économique de la région
  - Établir un modèle de gouvernance métropolitaine qui favorise la prestation efficace et efficiente de services entre les juridictions de la région.
  - Doter les collectivités locales de pouvoirs et de ressources leur permettant de tirer parti des avantages économiques liés à l'agglomération,

- Définir des modalités de gouvernance efficaces pour les services municipaux à l'échelle de la métropole, tels que les transports et la gestion des déchets solides municipaux.
- ▶ **PRIORITÉ 2. Élaborer une approche cohérente de la planification et de la gestion des terres au niveau métropolitain pour faire face à l'expansion urbaine**
  - Développer une vision spatiale pour le Grand Tana et soutenir une planification et un développement résilients de la région.
  - Soutenir les administrations foncières locales afin d'améliorer la gestion des terres urbaines et de générer des terres pour répondre à la croissance de la population dans le Grand Tana.
- ▶ **PRIORITÉ 3. Financer et permettre les investissements en capital prioritaires pour la région métropolitaine**
  - Développer une politique de logement inclusive pour permettre une augmentation de l'offre de logements abordables.
  - Renforcer les capacités techniques et financières des gouvernements locaux de la région métropolitaine pour améliorer l'accessibilité, la qualité, l'efficacité et la résilience des services de base.

## GRANDES VILLES / VILLES MOYENNES

**Investir dans les infrastructures, combler le déficit financier et anticiper les défis de l'urbanisation rapide**

- ▶ **PRIORITÉ 1. Améliorer la planification urbaine, la gestion et la capacité de gouvernance pour répondre aux besoins de la population et des entreprises**
  - Renforcer les capacités humaines, techniques et financières des CU
  - Introduire des technologies de gouvernance électronique pour améliorer la gestion des villes et faciliter la vie des citoyens.
  - Élaborer des plans d'investissement pour chaque ville et promouvoir une planification de l'utilisation des sols tenant compte des risques.
  - Permettre la collecte de données urbaines et les systèmes d'information pour guider les décisions politiques et de planification.



► **PRIORITÉ 2. Investir dans les infrastructures prioritaires et augmenter la base de financement**

- Soutenir les CU en améliorant les infrastructures résilientes afin de répondre aux exigences de l'urbanisation et de favoriser le développement économique.
- Augmenter les transferts fiscaux basés sur la performance vers les CU en fonction de leurs responsabilités.
- Permettre une augmentation de la collecte des recettes propres par le biais des taxes foncières et immobilières.
- Aider les CU à trouver des financements auprès du secteur privé.

► **PRIORITÉ 3. Anticiper les besoins futurs en matière d'aménagement du territoire**

- Constituer des réserves foncières pour de futurs investissements publics

## PETITES VILLES

### Se connecter au système urbain et améliorer l'accès aux services de base

► **PRIORITÉ 1. Renforcer les capacités institutionnelles et de gestion des petites villes**

- Renforcer la capacité institutionnelle et technique des gouvernements locaux à fournir des services de base minimums.
- Augmenter les transferts fiscaux du gouvernement central

► **PRIORITÉ 2. Aider les petites villes à fournir les équipements communautaires essentielles**

- Établir des structures de gouvernance au niveau communautaire pour identifier les investissements prioritaires.

► **PRIORITÉ 3. Améliorer la connectivité économique**

- Améliorer la connectivité routière des petites villes avec les zones rurales environnantes et les villes de taille moyenne afin d'améliorer l'accès au marché et de réduire la fracture physique entre les petites villes et leurs régions.



# REMERCIEMENTS

La Revue de l'urbanisation de Madagascar a été préparée par une équipe dirigée par Gaël Raserijaona (Spécialiste urbain) et Sohaib Athar (Spécialiste principal en développement urbain), et composée par Judy L. Baker (Ancienne économiste principale), Aanchal Anand (Spécialiste principale économie urbaine), André Teyssier (Spécialiste principal foncier), Oscar anil Ishizawa Escudero (Spécialiste principal en gestion des risques et catastrophes), Lira Hariravaka Rajenarison (Spécialiste du secteur public), Kirsten Homman (Spécialiste principale en économie), Atishay Abbhi (Spécialiste en gestion des risques et catastrophes), Reyna Alorro (Consultante), Joan Razafimaharo (Consultante), Michael Winter (Consultant), Ratsialonana Rivo Andrianirina (Consultant), Arnel Firmin Kemajou (Consultant), Christine Lovaso Razanamahandry (Consultante), Bora Ju (Ancienne analyste géospatiale et foncier), Njaka Ranaivoarimanana (Consultant), Razafimandimby Solofoniaina (Consultant), Jin Rui Yap (Consultante), John Michael LaSalle (Consultant), Rodrigo Deiana (Consultant), Miangaly Rabodomalala (Ancienne consultante), Joaquin Muñoz Díaz (Consultant). Le soutien administratif a été assuré par Sandrine Razafimahefa et Seraphine Nsabimana. La conception de la couverture et de la production a été réalisée par Mpanao Hatsarana, Mph™.

Le rapport a été préparé sous la direction et l'orientation générale de Marie Chantal Uwanyiligira (Ancienne Représentante résidente pour Madagascar) et d'Atou Seck (Représentant résident pour Madagascar) et sous la supervision de Catalina Marulanda (Responsable du pôle mondial d'expertise en Développement urbain, résilience et foncier).

Le rapport a été revu par Mark Roberts (Économiste Urbain en chef), Zoe Trohanis (Spécialiste en chef de la gestion des risques de catastrophes) et Diana Tello Medina (Spécialiste du développement urbain). Des contributions supplémentaires ont été apportées Francis Muamba Mulangu (Economiste principal), Jean-Pascal Nguessa Nganou (Economiste principal) et Paulo Guilherme Correa (Ancien Program Leader).

L'équipe remercie le Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire (MDAT) pour son soutien et ses conseils, en particulier l'Observatoire de l'Aménagement du territoire qui a travaillé en étroite collaboration avec l'équipe, notamment pour la fourniture de données, ainsi que plusieurs maires de villes de Madagascar. L'équipe a également bénéficié de discussions avec de nombreux ministères sectoriels et d'autres partenaires de développement de Madagascar.

L'équipe est également reconnaissante du soutien apporté par le Programme de développement urbain et régional durable (SURGE), un fonds fiduciaire multi-donateurs administré par la Banque Mondiale et soutenu par le Secrétariat d'État suisse à l'économie (SECO).



**LA BANQUE MONDIALE**  
IBRD · IDA



**SURGE**  
Sustainable Urban and  
Regional Development



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Federal Department of Economic Affairs,  
Education and Research EAER  
**State Secretariat for Economic Affairs SECO**

Swiss Confederation